

LES MUTATIONS DE L'ÉCONOMIE EN AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE (AOF) DE 1895 À 1935

Jean NADINGA

Laboratoire des Systèmes politiques, Economiques, Religieux et culturels
Université Joseph KI-ZERBO
porinad@yahoo.fr

&

Pakile DORE

Laboratoire des Systèmes politiques, Economiques, Religieux et culturels
Université Joseph KI-ZERBO
dorepakile87@gmail.com

Résumé : L'Afrique Occidentale Française, à l'image des autres colonies françaises d'Afrique et d'ailleurs n'a pas échappé à cette nouvelle politique agricole de l'Europe capitaliste. Elle a connu une mutation de son paysage grâce à l'introduction des cultures d'exportation. La vulgarisation et l'intensification de ces nouvelles cultures ont été rendues possibles grâce à la politique de création des jardins d'essais et d'expérimentations. Les mécanismes de vulgarisation ont favorisé une réelle évolution de ces cultures tropicales afin de répondre aux besoins de la dynamique commerciale imposée par l'administration coloniale française. Devenue véritable levier de l'économie africaine, ces cultures ont joué un rôle de premier plan dans la vie socioéconomique des populations ouest africaines. Elles ont contribué au développement du commerce, à l'offre d'emploi à la population, surtout aux jeunes. Chacune des colonies françaises a été intégrée dans un mécanisme de spécialisation et de production de culture de rente.

Mots clés : Histoire, Afrique, AOF, Culture de rente, Économie agricole

CHANGES IN THE ECONOMY IN FRENCH WEST AFRICA (AOF) FROM 1895 TO 1935

Abstract : French West Africa like the other French colonies in Africa and elsewhere, did not escape this new agricultural policy of Europe capitalist. It has experienced a change in its landscape thanks to the introduction of export crops. The popularization and intensification of these new crops have been made possible thanks to the policy of creating trial and experimental gardens. The popularization mechanisms favored a real evolution of these tropical crops in order to meet the needs of the commercial dynamics imposed by the French colonial administration. Having become a real lever of the economy, these cultures have played a leading role in the socio-economic life of West African populations. They have contributed to the development of trade, the employment opportunities to the population, especially to young people. Each of the French colonies was integrated into a mechanism of specialization and production of cash crops.

Keywords: History, Africa, AOF, Cash crop, Economy

Introduction

L'économie des pays ouest africains a connu des bouleversements et des mutations qui ont permis d'introduire de nouvelles filières de production. À dominance agropastorale, cette économie a peiné à se moderniser de 1895 à 1939. A titre illustratif, l'agriculture ouest africaine était jusqu'à l'avènement de la colonisation, basée sur la production de l'alimentation (J. F. Ade Azayi, 1996, p.33). Elle employait 80% à 90% de la population active. Les autres activités comme la pêche, le commerce et l'extraction minière étaient reléguées au second plan. Des travaux antérieurs ont examiné l'économie africaine. A titre illustratif, l'étude de la Banque mondiale a montré qu'il est important de réussir la transformation structurelle et non conjoncturelle si l'Afrique veut soutenir la croissance enregistrée dans la première décennie du XXI^e siècle. Il insiste que les économies africaines devraient se diversifier dans la production des services et des marchandises à plus grande valeur ajoutée tout en continuant à accroître la productivité agricole¹. Quant à P. Fraval, il décrypte les filières agricoles africaines et montre qu'elles ont connu d'importantes transformations. Ces mutations sont liées à la libéralisation des économies et à la notable diminution des interventions gouvernementales. On a parfois favorisé une tendance à la compétitivité à court terme. Cet état de fait a concouru à la marginalisation progressive de groupes sociaux déjà démunis ou défavorisés (P. Fraval, 2000, 98 p.). Les travaux de Z. Dao se sont focalisés sur les crises alimentaires. L'auteure s'est appesantie sur les gestions et les stratégies de prévention de ces crises avant de décrypter les impacts des politiques agricoles (Z. Dao, 2016, 479 p.). Tous ces écrits ont été d'un apport capital pour notre sujet car ils nous ont fourni des orientations sur les politiques agricoles, mais ils n'abordent pas de manière précise les pans de notre travail, d'où l'intérêt de cet article.

Des interrogations pertinentes préoccupent notre raisonnement dont voici les principales : quelles sont les mutations de l'économie en Afrique Occidentale Française (AOF) de 1880 à 1945 ? Quels sont les enjeux de l'introduction de nouvelles filières agricoles par les colons ? Dans ce travail, notre propos est d'expliquer, comment les mutations de l'agriculture ont permis de créer un environnement de dépendance entre les acteurs agricoles africains et les colons. Cette étude s'inscrit dans une analyse historique

Comme borne chronologique, nous avons choisi 1880 comme borne inférieure et 1945 comme borne supérieure pour plusieurs raisons. A l'exception du Sénégal où il existait le plus vieux jardin (1822) de l'AOF, la mise en valeur agricole des autres colonies comme le Soudan, la Guinée, le Dahomey a commencé à partir des années 1880. En effet, c'est à partir de cette date que le mouvement d'implantation des stations agricoles a pris une tournure décisive et intense dans les territoires déjà conquis et occupés par la France. Quant à l'année 1945, elle marque la fin de la création des grands essais d'acclimatation ou d'expérimentations des plantes introduites.

En Guinée par exemple, la création de la station d'expérimentation de Sérédou en région forestière remonte à cette date. En plus, les années 1930 constituent l'âge d'Or de la colonisation dans la plupart des colonies de l'AOF. Cette décennie a été marquée par un caractère intensif de l'exploitation des ressources dans toutes les colonies. Ce

¹ Banque mondiale, 2019, *évolution récente de la situation de l'économie africaine*, rapport, p.8

changement de rythme résulte des facteurs comme la fin de la Première Guerre mondiale et le lancement des grandes infrastructures ayant permis de désenclaver les zones reculées. Ce travail vise à expliquer les enjeux de l'économie traditionnelle et les transformations qu'elle a subie, suite à l'introduction de la colonisation en Afrique de l'Ouest. Et pour l'atteindre, nous avons procédé à une analyse qualitative basée sur des études documentaires notamment l'exploitation des ouvrages généraux, des rapports, des thèses et des articles. Dans ce travail, nous avons également privilégié les sources orales pour compléter les informations inédites et les pistes de réflexion. Aussi la confrontation de ces documents à travers une approche pluridisciplinaire et la critique historique ont permis d'avoir des informations authentiques pour mener à bien ce sujet. Trois angles de vue sont proposés dans cet article : examiner les fondements et les moyens de l'introduction des cultures de rente, expliquer les méthodes d'exploitation des cultures de rente dans les colonies africaines et décrypter les conséquences socioéconomiques de l'exploitation des cultures de rente en Afrique.

1. Les fondements et les moyens de l'introduction des cultures de rente

La mise en place des cultures de rente en Afrique par les Européens sont d'ordres divers.

1.1. Les facteurs de l'implantation des cultures de rente dans les colonies africaines

L'avènement des cultures de plantation est un processus qui résulte des conséquences de l'industrialisation européenne. Le besoin de matières premières a très tôt poussé les Européens à trouver des zones d'approvisionnement et des débouchés pour l'évacuation de leurs surplus de production. Sur les côtes africaines, sillonnaient depuis la fin de l'ère portugaise de nombreux trafiquants évoluant dans plusieurs domaines. C'est d'ailleurs ce qui amène A. Chevalier (1936, p. 674) à faire une précision sur le début d'une culture rationnelle d'arachide. D'après ses analyses, l'avènement des plantations européennes au Sénégal remonte en 1840. bien que la présence française dans ce territoire soit antérieure à cette période. A l'exception du Sénégal, où il fut créé en 1822 un jardin d'essai, la présence française se limitait aux initiatives de quelques particuliers comme les anciens négriers de Gorée orientés dans la culture d'arachide après l'abolition de leur trafic en France. C'est au tournant des années 1870 que le programme de développement des cultures rationnelles hors de la métropole a pris une véritable forme grâce à la création de la Société d'Agriculture du Sénégal à Saint-Louis en 1875 (A. Chevalier, p. 677).

En effet, l'idée d'introduire et d'intensifier les cultures pérennes en Afrique Occidentale dans les possessions françaises résulte des bouleversements politiques ayant entraîné la modification de la sphère géopolitique du continent européen. La nouvelle géopolitique qui se dessine en Europe a entraîné des conséquences qui ont conduit certaines nations européennes comme la France et l'Allemagne à l'affrontement direct. En effet, la guerre de 1870-1871 est considérée comme l'un des déterminants phares dans l'histoire de l'Europe en général et de la France en particulier. En Europe, la guerre marque une modification partielle de la carte géopolitique européenne entraînant l'unification de l'empire germano-prusse. Devenue un seul ensemble géopolitique puissant, l'Allemagne instaure son autorité

sur quelques pays faibles d'Europe centrale. En France, la défaite entraîne des conséquences considérables sur divers plans :

- au plan territorial, la France est amputée de ses deux riches régions industrielles, l'Alsace et de la Lorraine au profit de la Germanie ;
- au plan politique, la défaite entraîne des divisions au sein de la classe politique française. Dans la même lancée, H. Blet (1950, p. 8) souligne la présence du danger allemand à travers les oppositions et les facteurs de force de 1873 et 1875.
- au plan économique, la France sort ruinée de la guerre à cause des pertes humaines, matérielles et des dépenses militaires mais surtout les réparations qu'elle devra payer aux vainqueurs et le poids de la perte de ses riches régions au profit de ses adversaires.

Fortement touchée, la France décide alors de se rattraper par d'autres moyens, notamment en renforçant sa position dans la constitution de nouveaux empires hors de l'Europe. Ainsi elle trouve dans la colonisation l'occasion d'un accroissement de prospérité, mais c'est aussi et surtout pour elle, le moyen de reconquérir, dans le monde, le prestige et la grandeur que la défaite a compromise. Déjà, la France à l'image des autres puissances européennes avait été motivée depuis la fin du XIX^e siècle à entreprendre des expéditions en vue d'avoir une connaissance parfaite des différentes caractéristiques physiques, économiques et humaines dont disposait le continent africain (hydrographie, principaux Etats, marchés, principales productions et industries). C'est ainsi que la position française sur les côtes africaines s'est accentuée et est devenue une véritable domination coloniale.

La question économique demeure la raison fondamentale et indispensable. Elle s'explique par le développement du capitalisme industriel qui avait poussé les grandes nations industrialisées et impérialistes à se lancer à la conquête et à l'occupation des nations faibles.

La première décennie du XX^e siècle semble apporter des résolutions à la plupart des questions litigieuses (partage de l'Afrique) entre les puissances occidentales sans la moindre violence. Cependant, elle ne marque pas le début d'une véritable ère de paix. En effet, la Première Guerre mondiale a favorisé la perte considérable du contrôle des Occidentaux sur les riches régions d'Europe centrale et orientale et l'émergence de nouvelles puissances comme les Etats-Unis (USA) et le Japon sur l'échiquier politique international. Engagée dans le conflit depuis 1914, la France sort de cette guerre ruinée et dévastée. Durant toute la guerre, son économie a été orientée vers les efforts de guerre avec l'aide de ses colonies ; d'où un bouleversement spectaculaire de son économie. Il faut aussi ajouter que la question économique s'accompagne de la volonté de trouver des repères politiques ou stratégiques dans le monde. Cette question est expliquée par A. Oliverson (1970, p.227) à travers l'affirmation d'E. Etienne et J. Siegfried : « *Une marine comme la nôtre ne peut se passer sur la surface des mers, d'abris solides, de défenses, de centres de ravitaillement* ».

Malgré l'exploitation abusive des colonies par le poids de diverses formes d'impôts pour soutenir la métropole pendant cette période de conflit, l'après-guerre reste désolant pour la métropole d'où la nécessité de concourir au relèvement de son économie par les territoires dominés.

A ceux-ci, s'ajoute la question de l'autonomie française dans l'obtention des matières premières. En effet, avec l'amorce de la seconde révolution industrielle, tous les Etats

d'Europe s'industrialisent et la matière première devient de plus en plus rare sur leur continent. A titre illustratif, l'augmentation du coût survenu en 1923 sur le marché du coton oblige le gouverneur C. E. Hesling de Haute-Volta, à adresser cette circulaire en date du 25 janvier 1924 aux commandants de cercle : « *La culture de coton doit être intensifiée le plus possible afin d'augmenter dans la plus large proportion la part de la récolte non nécessaire à la consommation locale et par la suite disponible pour l'exportation* » (A. Schwartz, 2003, p.1291). C'est dans ce sens que les stations de Banankéléda, de Poundou et de Saria ont pratiqué l'expérimentation et la multiplication des variétés ainsi que l'initiation des paysans à la culture accentuée du coton. En outre, en Haute-Volta, un service local des textiles est créé par l'Arrêté local du 24 avril 1924. Il a pour mission, entre autres, de coordonner les efforts des services administratifs chargés de la réalisation du programme général de production cotonnière. Les premiers résultats de la politique cotonnière sont évocateurs : 300 tonnes en 1923-1924, 3 525 tonnes en 1924-1925 et 3 882 tonnes en 1925-1926. (Z. Dao, 2016, p.44)

Les Etats dont la demande de leurs industries est supérieure à l'offre sont tenus obligés de vivre dans la dépendance ; c'est-à-dire s'approvisionner chez le voisin ou dans les Etats qui en disposent de plus. Vivant dans cette dépendance depuis longtemps, la France manifestait la volonté de se soustraire de cette politique d'aliénation économique pour disposer ses propres réservoirs ou foyers d'alimentation en ressources tropicales (C. Coquery- Vidrovich, 1992, p. 15).

1.2. Les moyens de mise en œuvre des cultures de rente en Afrique

A l'aube du XIX^e siècle, les milieux coloniaux restent partagés sur les questions de valorisation et d'exploitation des territoires conquis et des ressources d'Outre-mer. Cependant la volonté d'établir des infrastructures permettant de relier les zones rurales aux zones urbaines des colonies demeura l'idée dominante et soutenue de ce public (E. Yamego, 1990, p.15). Naît ainsi la nécessité de continuer l'évaluation des capacités, l'inventaire des richesses, les possibilités et la connaissance des milieux tant physiques qu'humains grâce à de nouvelles missions d'exploration et d'études plus systématiques et très approfondies que les premières faites par diverses structures dans le passé.

Du commerce, la France renforce son influence grâce aux différents traités signés avec les chefs des régions côtières et de l'intérieur. C'est au regard de ce rapport de force que H. Lartilleux (1950, p.15) soutient le début des activités de construction du chemin de fer en 1881 dans le Soudan occidental comme une confirmation de l'avancée des positions française sur celles des Anglais dans la même région. Il en est de même aussi pour P. Diagne (1972, p.69) qui, en parlant de la prédominance française à travers ses conquêtes et ses occupations, fait allusion aux travaux de désenclavement dans les colonies anglaises d'Afrique de l'Ouest à travers la construction des rails qui ont lieu pratiquement en 1896 en Gold Coast, l'actuel au Ghana et 1897 au Nigeria. De plus, la France disposait des colonies qui regorgent des types de sol très favorables aux cultures industrielles, d'où l'initiative de la France d'utiliser les populations africaines sur leur propre terre en vue de répondre au nouveau besoin de la métropole (S. Bangoura, 1982, p.12).

Le facteur économique repose sur la recherche des matières premières dont les produits agricoles demeuraient la grande partie à cette époque à l'alimentation des

industries de la métropole. Le besoin des produits agricoles utiles pour le fonctionnement des usines demeure un des piliers de la théorie de mise en valeur des colonies. C'est à cet effet que C. Coquery-Vidrovich (1992, p. 120) note, qu'

« il s'agit de l'établissement d'un programme d'investissement métropolitain de grande envergure, d'une politique sanitaire et d'une promotion de l'enseignement susceptible d'améliorer la qualification, donc la production, tout en développant une « élite d'agents techniques nécessaire à l'exploitation coloniale ».

2. Les méthodes d'exploitation des cultures de rente dans les colonies africaines

Plusieurs mécanismes sont mis en place pour mieux exploiter les cultures commerciales dans les colonies africaines. Chaque colonie avait une fonction spécifique.

2.1. Les stratégies d'exploitation des cultures de rente dans les colonies africaines

Pour atteindre cet objectif, la France a donc misé sur les énormes potentialités dont disposent ses colonies. L'AOF a donc servi de pourvoyeuse de toutes sortes de ressources pouvant soutenir le redressement de l'économie de sa métropole. D'après J. Suret-Canal, (1977, p.81), cette volonté française trouve son fondement dans une déclaration de A. Sarraut² ; « la France dispose des territoires qu'elle a longtemps laissé au repos et c'était une manière de mettre en réserve les immenses ressources ».

L'ensemble de tous ces raisonnements énumérés ne concouraient qu'à la seule conclusion de déterminer de nouvelles méthodes d'exploitation des colonies françaises. L'Afrique fut considérée comme un réservoir de produits forestiers et tropicaux destinés à alimenter les usines. L'agriculture de ce continent fut rationalisée pour des impératifs économiques et commerciaux. Pour parvenir à la croissance de la production, il fallait en premier lieu moderniser l'outillage agricole et créer des jardins d'essais et des centres d'expérimentation³.

Cependant, il convient de mentionner que les cultures de rente se sont lentement rependues en AOF bien que les conditions climatiques, écologiques et humaines s'y prêtaient. Pour inciter les Africains à faire face aux nouvelles cultures, certaines méthodes furent instaurées et mises en place. Il s'agit de la rationalisation et de l'amélioration des outils agricoles. Si jusque-là ces outils sont qualifiés d'archaïques, ils furent modernisés à plusieurs niveaux. De jeunes africains choisis ont été envoyés en France, pour travailler dans des fermes et y apprendre les méthodes culturales en usage et l'utilisation rationnelle du fumier et des engrais.

Ainsi des charrues et des machines furent introduites afin de faciliter les travaux agricoles et d'intensifier la vulgarisation des cultures de rente. L'utilisation de nouvelles machines dans le paysage africain suscite de facto des réparations en cas de panne au cours des activités⁴.

Les ouvriers africains ne disposant pas au préalable des techniques de réparation de ces engins modernes ont été contraints par l'administration coloniale d'y apprendre auprès des ouvriers européens. La recherche de solutions à ce problème a

² Albert Sarraut était le ministre de la colonie d'alors (1919-1922)

³ Ouedraogo Vincent De Paul, enseignant, entretien réalisé le 12/07/2022 à Ouagadougou

⁴ Lolamou Lälä, ancien combattant. Entretien réalisé le 10 juillet 2022 à Lola (Guinée)

entraîné la création des écoles de labour et de forge dans les colonies. Dans chaque colonie, des écoles de labour, de forge ont été mises en place pour accélérer et faciliter la réparation des outils par les Africains et former de jeunes à l'usage des nouveaux instruments de travail. En Guinée par exemple, dès 1920, le nombre de charrues était à 118 pour l'ensemble de la colonie. En 1930, on dénombrait 1325 charrues et 247 machines agricoles (P. Emile, 1928, pp. 313-332). Il convient de dire que ces méthodes consistaient à dresser les bœufs avec la charrue dans les champs et la réparation des outils en cas de panne. Les premières recrues de ces centres d'apprentissage y deviennent des principaux artisans qualifiés⁵.

Il en résulte de cette rationalisation de l'outillage agricole, l'initiation des jeunes africains aux différents procédés de vulgarisation, de développement et à la formation des moniteurs pouvant servir d'ouvriers subalternes auprès des agronomes européens. De cette pratique, apparaissent les premières mutations au sein des sociétés africaines. Peu à peu, les Africains migrèrent vers les nouvelles méthodes de travail et les nouveaux outils intégrés. Si la question de l'outillage et des techniques agricoles fut résolue par les procédés engagés, cependant, il y a lieu de signaler bien que les efforts de modernisation soient engagés par les colons, plusieurs communautés restèrent attachées à leur méthode culturelle ancestrale.

En plus de la modernisation des outils agricoles, la question principale engagée par les colons fut celle de la problématique des semences. Il s'agit de faire dans toutes les colonies de l'AOF un état des lieux sur les cultures tropicales existantes et celles non disponibles. Partout dans les colonies françaises, des expéditions furent lancées afin de répertorier dans chaque colonie le schéma de production. Dans le but de satisfaire le besoin naissant des usines occidentales, la politique de création des jardins d'essais et des centres d'expérimentation fut aussitôt mise en place. Ce programme étant élaboré par les politiques françaises et les hommes d'affaires de tout bord, il fut développé par les gouverneurs de colonies qui trouvaient bon de promouvoir les cultures commerciales dans leurs colonies. Ainsi, chaque colonie bénéficie d'un certain nombre d'acteurs qui s'efforça de la matérialiser. En AOF, A. Chevalier fut l'un des principaux pionniers de la création des jardins d'essais et d'expérimentation des cultures de rente. Cette nouvelle orientation vise à relever le déficit de l'économie de traite dans les colonies françaises d'AOF. Dénonçant les risques d'épuisement de ces richesses naturelles, H. Lecomte (1897, p.4), botaniste au Muséum national d'Histoire naturelle de Paris, écrit dès 1897 :

« Pour faire de nos colonies des centres de production des matières premières réclamées par notre industrie, il ne faut pas se contenter [...] d'en drainer les productions naturelles du sol [...] ; c'est organiser de façon lente et progressive la ruine de ces pays, car ces productions s'épuisent rapidement. Un seul moyen se présente à nous, c'est développer des cultures coloniales ».

Ces propos de H. Lecomte traduisent le sérieux par lequel les Européens se sont attelés dans la mise en place de leur grand projet d'introduction et de d'exploitation des cultures commerciales à des fins économiques et politiques.

⁵ Sawadogo Isaac, agent technique d'agriculture, entretien réalisé le 13/07/2022 à Ouagadougou

2.2. *La spécialisation des régions pour l'exploitation des cultures de rente*

Dès le début des années 1880, la théorie de faire des colonies d'AOF des centres de production agricoles spécialisés fut à l'ordre du jour. Sur ce, il est à spécifier, que les termes « cultures coloniales » désignent, dans le lexique de cette époque, les cultures riches d'exportation à la quasi-exclusion des cultures vivrières de subsistance : il s'agit donc de favoriser la création de plantations organisées autour des produits réclamés par le marché européen. Pour ce faire, des stations agricoles, des stations de recherche, des jardins d'essais furent créés dans les colonies. La création de ces structures était une manière d'encadrer les populations en vue de spécifier et de grossir la production agricole⁶.

Chaque structure agricole disposait d'un rôle précis. Les stations agricoles par exemple étaient des centres d'éducation des agriculteurs. Ils se situaient à proximité des centres de production. Les moniteurs servaient de formateurs. Cette première est différente de la seconde c'est-à-dire la station de recherche qui avait pour charge d'imposer les nouvelles techniques culturales et les nouvelles variétés de culture de rente. Dans chaque station de recherche, ils y avaient des agents qui étaient chargés de convaincre les paysans à utiliser les semences sélectives. Cette méthode fut plus intense dès le début de la première vingtaine (1900-1920) du XX^e siècle dans les colonies françaises. Le jardin d'essais pour sa part, servait de lieux d'expérimentation et d'alimentation des cultures de rente dans le seul but de les vulgariser tout en imposant ces cultures aux populations. Si le jardin d'essais servait à l'expérimentation et à une possibilité d'introduction des cultures de rente en Afrique, il disposait d'agents agronomes qui avaient pour rôle d'initier les populations africaines à ces nouvelles cultures. Il ressort de cette analyse que la mise en place des structures agricoles coloniales n'avait pour but principal que d'introduire les nouvelles cultures et d'accroître la production des cultures d'exportation. En effet, il y a eu plusieurs jardins d'essais et de stations agricoles dans les colonies d'AOF. Dans chaque colonie, les colons avaient créé de nombreuses structures agricoles afin de couvrir les besoins en plants. Ainsi, au Sénégal, il y avait le jardin d'essai de Sédhiou, de Casamance ainsi que la station agricole de Tivaouane. Au Soudan Français, le réseau des stations expérimentales existant au Soudan était composé des jardins de la Mission catholique de Kita (1888), Kayes (1893) Kati (1896) Gao (1901), des stations de Koulikoro (1902), de Niénébalé (1921), de Soninkoura (1922), de Banankoro (1922), de Siguine (1927), de Sokolo (1928), la station cotonnière de Niono, la station du Sahel (1935), les stations rizicoles de l'Office du Niger (1929-1935) et des Fermes-écoles (R. Tourte, 2005, p. 157-168).

Au Soudan français, l'existence d'une véritable fièvre cotonnière est à la base d'une orientation privilégiée de la politique de mise en valeur du pays. Ce cheminement domine évidemment la stratégie des interventions appuyées par l'administration en faveur de l'agriculture et de la recherche qui doit l'accompagner. Les implantations de cette recherche sont déterminées par la priorité cotonnière dont la principale ligne de force est celle des grands aménagements hydro-agricoles. L'accent y est naturellement mis sur les essais cotonniers dès 1920 et au cours des campagnes 1921 et 1922. Dans

⁶ Dore Matho Hokoronan, agent agronome à la retraite, entretien réalisé le 5/6 2022 Kindia (Guinée)

cette colonie, de nombreuses terres ont été aménagées. De 1922 à 1935, près de 148 430 hectares furent aménagés (E. Perrot, 1939, p.296).

Au Dahomey, la spécialisation de l'agriculture a été portée sur le palmier à huile. Situé au cœur du Golfe de Guinée, le Dahomey servait de royaume d'huile rouge et de palmiste pour les commerçants européens depuis le XIX^e siècle. En raison de la présence de grands peuplements de palmier à huile spontané, les Français ont plutôt protégé les anciens vergers et vulgarisé de nouvelles plantations afin d'accroître la production de l'huile de palme et des sous-produits du palmier. C'est dans ce contexte que fut mis en place un réseau d'expérimentation des cultures d'exportation. La chaîne comprend le jardin de Porto-Novo (1896), la station expérimentale de Niaouli (1905), la station expérimentale du palmier à huile de Pobé (1921) etc. Pour la Haute-Volta quatre stations agricoles ont existé avant 1935⁷.

En Guinée, le jardin le plus célèbre et le plus populaire qui a marqué l'histoire rurale de ce pays est celui de Camayenne. Fondé en 1897 après l'échec de celui de Kaloum (1894), le jardin de Camayenne est considéré à juste titre comme la station « pilote » et le tremplin des activités d'acclimations et d'essais des plantes étrangères en Guinée⁸.

Contrairement à celui de Kaloum, le village de Camayenne disposait d'un sol et des conditions géophysiques propices à l'agriculture. Ainsi, en mai 1897, fut établi officiellement le Jardin de Camayenne. Selon H. Pobéguin (1906, p.343-344) « *ce n'est donc qu'à partir de 1898, que furent faites, au nouveau jardin, des études sérieuses et suivies sur l'introduction et l'acclimatation dans la colonie des nombreux arbres à fruits des pays chauds, ainsi que celle de toutes les plantes utiles et industrielles* ».

Le jardin de Camayenne demeure ainsi l'un des plus anciens établissements d'expérimentation agricole de la sous-région en général et de la Guinée en particulier. Créé par E. N. Balley⁹ et P. Maxime, le jardin de Camayenne fut le point de départ de toutes les autres stations coloniales et de la mise en valeur agricole de la Guinée Française. Autrement, c'est de là qu'ont débutés l'introduction et le développement des cultures d'exportations dont pratiquent encore de nos jours les communautés guinéennes.

En plus de Camayenne, plusieurs autres établissements d'expérimentation dont les plus importants furent (Timbo (1897), Kérouané (1900), Tabouna (1903), Foulayah (1904), Dalaba (1907 qui ont été créés à l'intérieur du pays. C'est grâce à ce jardin et à l'engouement qu'a connu la culture de la banane que la Guinée Française fut érigée en grenier de banane du monde. De 1 911 tonnes en 1903, la production est passée à 156 692 tonnes en 1910 et 449 363 en 1925 (C. James, 1926, pp. 326-335).

Au terme de la construction du chemin de fer Conakry-Niger, la banane supplante le caoutchouc sur le marché des produits forestiers. Devenu de plus en plus rare, les lianes de caoutchouc ont cédé le pas à des plantations de bananes qui ont

⁷ Banfora en 1904, Saria en 1923, Banankélédaya en 1924 et Poundou en 1927, lire (Z. Dao, 2016, p.44)

⁸ Millimono J. M., enseignant-chercheur, entretien réalisé le 26 /5/2022 à Kindia (Guinée)

⁹ E. N. Balley fut le premier gouverneur de la Guinée Française. Il fut nommé en 1890 en remplacement de J. M. Bayol qui était le dernier gouverneur des Rivières du Sud.

poussé le long des rails. Il s'ensuit de cette exploitation bananière un schéma auquel on donna le nom de « triangle bananière »¹⁰.

Grace à ces grands exploits, la banane prend la tête de tous les essais et devient la principale culture de rente. Les régions agricoles eurent donc pour rôle de ravitailler d'autres colonies de la métropole dépourvues de plantations. Cependant, cette spécificité de culture par colonie et l'introduction de ces nouvelles cultures a provoqué par endroit des crises bouleversant souvent la vie des paysans et des commerçants africains.

A la fin du XIX^e, plusieurs jardins furent implantés dans le cadre du développement d'une économie agricole. Il s'agit du jardin d'essais de Sor (1878), de la station expérimentale de Bambey (1913), de la station expérimentale de l'arachide (1924), de la Ferme-école de Matam (1927), de la station de Diorbivol (1938), de la station maraîchère, fruitière et forestière de Hann (1938), etc.

Les centres d'expérimentation sénégalais œuvraient dans la sélection et la diversification des variétés du mil et du coton. C'est au début du XX^e siècle que le pays fut intégré et spécialisé dans la production de l'arachide afin de combler la pénurie des produits oléagineux dans la métropole.

En effet, l'insuffisance en matières grasses de l'Empire français a placé l'accroissement de la production oléagineuse en première priorité des possessions françaises d'Outre-mer. Le Sénégal apparaît ainsi, comme la pourvoyeuse désignée d'arachide. En 1915, le Sénégal en a exporté 300 000 tonnes. Avec les effets de la guerre, les exportations ont baissé à plus de 100 000 tonnes en 1918. Ce qui a entraîné l'urgence de relancer la production et de la soutenir à travers une recherche solide et des méthodes modernisées de culture. C'est suite à cette inquiétude coloniale que la station expérimentale d'arachide fut fondée en 1924 afin de soutenir le projet oléagineux colonial. Le projet avait une portée tellement grande qu'en 1926. Le domaine affecté au programme de vulgarisation d'arachide était estimé à 48 990 hectares, dont 300 de terres argileuses non dessouchées et 190 hectares cultivés, dont 130 de terres silico-argileuses aménagées et 60 de terres sablonneuses ([G. Denis et P. Amman, 1922, pp. 89-111).

En Mauritanie, les établissements expérimentaux n'étaient pas nombreux. L'essentiel a été réalisé. Il y existe cependant quelques fermes-écoles qui, en dehors de leur fonction de formation, ont réalisé des essais. Parmi elles, la ferme-école de Toulde de Bossodé créée en 1924 et la ferme-école de Korkoro construite en 1928. La mission assignée à ces fermes était d'assurer le développement de la culture du coton dans les régions où elles ont été implantées. Les produits obtenus étaient directement acheminés à l'usine d'égrenage de Matam¹¹. Dès 1926, 56 hectares de terres furent aménagés le long du fleuve Sénégal.

A la fin de la Grande Guerre (1914-1918), l'économie rurale ivoirienne était largement fondée sur les ressources spontanées comme le caoutchouc, l'huile, les amandes de palme et le bois. Si le cacao a progressé pendant la période de la guerre grâce à l'œuvre des petits planteurs africains qui cultivent près des 90 % des 24.000

¹⁰ Le triangle bananier en Guinée était constitué des préfectures de Forécariah, Kindia et Mamou. Ces trois anciennes circonscriptions coloniales constituaient autrefois les grandes régions productrices de la Guinée Française.

¹¹ ville située face à Gouraye sur la rive gauche du fleuve Sénégal

hectares cultivés, celles du café se maintiennent difficilement. Pour soutenir la plantation, tant capitaliste que paysanne, une véritable politique d'immigration s'est mise en place à partir de 1933. Des villages de colonisation, essentiellement voltaïques, ont été créés afin de fixer les migrants saisonniers (C. Coquery-Vidrovitch, 1992 p 277). Cette physionomie de l'économie ivoirienne s'est considérablement modifiée dans la période d'entre-deux guerres grâce à d'importants investissements, surtout administratifs, qui impliquent une forte pression fiscale. À l'exportation, les produits de cultures et de plantations ont remplacé progressivement les produits sauvages : de 5 % seulement en 1925, ils en représentent 45 % à la fin des années 1930. Grâce aux différents jardins de production végétale, la Côte d'Ivoire fut spécialisée dans production du cacao, du café, du palmier à huile et du bois. Les principaux jardins en Côte d'Ivoire furent : le jardin de Dabou (1855), Bingerville (1900), la station expérimentale d'Assikasso (1912). L'avènement et le développement de ces stations ont bouleversé les comportements et l'économie des populations africaines.

3. Les conséquences socioéconomiques de l'exploitation des cultures de rente en Afrique

L'implantation des cultures de rente dans les colonies africaines a perturbé la vie sociale des populations en général et des paysans en particulier. L'économie des colonies a connu une véritable mutation.

3.1. Les bouleversements sociaux de l'exploitation des cultures de rente

Marqué par l'abolition de l'esclavage et l'instauration du commerce légitime et de pillage des ressources, J. F. Adeyi (1996, p. 24) écrit, « *il (XIX^e) marque le début du bouleversement des structures socioéconomiques et politique de l'Afrique et de son intégration dans l'économie marchande* ». Un changement s'est opéré dont le fondement demeure dans l'influence des puissances occidentales sur le continent entier. On passe d'une relation révolue à une nouvelle. Il s'agit du passage des liens d'échanges commerciaux à un rapport de domination, d'extermination et d'exploitation abusive des ressources naturelles dont disposent les colonies d'Afrique.

Les Européens étaient convaincus que le seul but du développement des cultures de rente en Afrique était de satisfaire les besoins de l'industrie occidentale. La sécurisation et la protection des terres africaines ne comptaient pas aux yeux des colons. Parlant de cette attitude, J. Ki-Zerbo (1972, p. 432) écrit : « *cette vulgarisation n'a été faite que dans un souci spéculatif sans prendre suffisamment soin de protéger les sols* ».

En effet, les mutations se manifestent à tous les niveaux de la société paysanne ouest africaine. Elles sont assez récurrentes tant chez les moniteurs européens qui portaient préjudice à la continuité des techniques culturelles africaines que chez les paysans africains. Cela est d'autant plus vrai que l'organisation des activités agricoles exige une certaine contrainte très rigide. Par exemple, ces activités doivent surtout se dérouler dans un délai très court que détermine un régime pluviométrique irrégulier selon les périodes. Il y a la formation professionnelle qui n'est autre que l'enseignement et l'éducation paysanne. Elle fut matérialisée par la création des structures agricoles que sont les stations et les jardins d'essais.

Autre conséquence importante, c'est l'usage massif de la main d'œuvre africaine pour les cultures industrielles. Ce qui développe d'ailleurs un départ massif des populations

vers les centres de production, les grands centres urbains et même dans les colonies anglophones où les plantations étaient développées¹². C'est l'exemple de l'émigration des populations voltaïques vers la Gold Coast. Dans l'espace de l'AOF, la dislocation de la colonie de la Haute-Volta en 1932 a permis à certaines colonies comme le Niger, le Soudan français et la Côte d'Ivoire de bénéficier de la main d'œuvre voltaïque. De partout, on assiste à un exode rural qui galope à un rythme inquiétant. L'introduction des techniques et des moyens agricoles modernes n'était pas seulement réservée aux champs de l'administration coloniale. Elle fut homologuée à l'ensemble du monde rural. Or, les terres africaines demeuraient inadaptées à l'usage de ces nouveaux produits. Par exemple l'utilisation des charrues, des engrais et des herbicides n'était pas sans conséquences pour les sols. L'usage excessif des moyens modernes entraînant des labours profonds ont précipité la dégradation des sols.

La politique agricole coloniale a entraîné la régression des cultures vivrières¹³. L'impact immédiat de ce phénomène demeure l'instauration d'une crise de céréales dans les colonies d'AOF. Au lieu qu'ils soient encadrés pour accroître les rendements des cultures vivrières qui constituent la base l'alimentation, les paysans sont contraints de s'orienter vers la culture des produits d'exportation.

En bouleversant les structures de gestion traditionnelles africaines à tous les niveaux, la colonisation réorganise le régime foncier à sa guise afin de satisfaire ses besoins socioéconomiques. En effet, dès 1904, la France entame des initiatives de réorganisation du statut foncier dans ses colonies. S'agissant du foncier en Afrique occidentale, M. Nana (1984, p. 13), écrit : « *En AOF, c'est le décret du 23 octobre de la même année qui fait passer l'ordre colonial sur les terres africaines non mise en valeur. Désormais, les chefs traditionnels n'ont plus aucun droit sur les terres de leurs ancêtres* ».

Les terres deviennent des propriétés de l'Etat métropolitain. Plus loin, la même dépêche relatait que désormais, l'Africain n'a droit qu'à la terre que par voie d'achat ou de l'occupation par arrêté du gouverneur de la colonie. Ce qui privait les coutumiers terriens comme les « *Börönamou* »¹⁴ en Guinée par exemple, dont les communautés Kplèlè jadis, disposaient un droit naturel des terres de leurs circonscriptions¹⁵. L'usage des domaines collectifs dans les travaux d'utilités publiques et la construction des infrastructures publiques justifiaient de facto la nouvelle décision de l'administration coloniale dans le cadre foncier¹⁶. A l'issue de ce règlement, les sociétés et compagnies commerciales, les colons, les hommes d'affaires européens, les planteurs et les administrateurs coloniaux ont bénéficié de vaste étendue de terres au détriment des populations africaines.

Partout dans les colonies, les terres fertiles furent attribuées à ces colons qui n'ont pas tardé à les mettre en valeur par la création de grandes plantations. De ce fait, la Côte d'Ivoire, grâce à un ensemble de facteurs physiques comme le climat, la végétation et sol favorables aux cultures de sous-bois a été érigée en pourvoyeuse de

¹² Yougbare Ali, agriculteur, entretien réalisé le 07/06/2022 à Bobo-Dioulasso

¹³ Lire (Z. Dao, 2016, pp. 201-202)

¹⁴ Littéralement traduit de la langue Kpèlè, Börönamou signifie le propriétaire de la terre. Dans le milieu Kplèlè, la terre appartient aux noms de familles Thea, Ninamou qui sont en quelque sorte les premiers occupants des lieux. Généralement, ils ont un droit de regard sur la terre et occupe une place privilégiée dans la composition de la structure administrative de la chefferie traditionnelle.

¹⁵ Gbouhara Toukpanèa, infirmière, entretien réalisé le 10/7/2022 à Lola

¹⁶ Lire (Z. Dao, 2016, pp. 200-201)

café et de cacao. La culture du coton fut vulgarisée en Haute-Volta et au Soudan Français. Au Dahomey, les colons français imposèrent les plantations de palmeraie.

De ce fait, la fin du XIX^e siècle a marqué une période transitoire dans les économies d'Afrique occidentale. Elle marque le passage progressif d'une économie vivrière caractérisée par l'autoconsommation à l'adaptation d'une économie dite « légitime » comme l'affirme I. Wallerstein (1996, p.63).

3.2. *Les conséquences économiques de l'exploitation des cultures commerciales*

Avec l'occupation française, la colonisation entraîne une mutation au sein des anciennes structures socioéconomiques et politiques. Elle transforme partout l'économie africaine à sa guise en l'adaptant à ses besoins et ses intérêts¹⁷. L'agriculture de subsistance est contrainte de céder le pas à une agriculture des produits de marché. Le commerce, doit pour sa part s'insérer dans des nouveaux circuits d'échanges reposant sur l'exportation des produits agricoles de rente tels que l'arachide, le café, le caoutchouc, l'huile de palme, le coton etc. considérés comme des matières premières pour le ravitaillement des usines occidentales et l'importation des produits manufacturés. Ce qui crée des foyers d'approvisionnement et de débouchés.

L'introduction et le développement de l'économie de marché par la colonisation ont engendré des transformations économiques. L'établissement des maisons de commerce européen a été l'un des facteurs essentiels ayant contribué au développement de l'économie de marché. De partout, les activités commerciales et les nouvelles économies remettent peu à peu en cause certaines valeurs ancestrales. Les sociétés traditionnelles dont les structures économiques étaient autrefois fondées sur une économie d'auto subsistance devaient désormais produire pour le marché et les industries européens¹⁸.

Afin de mieux exploiter les paysans africains, la France favorise dans ses colonies l'installation d'une multitude de sociétés commerciales. Certes, certaines sociétés étaient antérieures à la domination coloniale. Concernant ces maisons de commerce, une des principales fut la Compagnie Française de l'Afrique Occidentale (CFAO). Cette structure commerciale a joué un rôle prépondérant dans la spécialisation des colonies en termes de spécificité agricole. Ses activités commerciales consistaient à l'achat des matières premières, notamment le caoutchouc et à la vente des produits d'importation. Si la CFAO dominait le commerce du caoutchouc et d'autres produits forestiers comme la banane en Guinée, le café et le cacao en Côte d'Ivoire, il existait cependant au Sénégal et au Soudan Français la maison de commerce Maurel Prom qui disposait le monopole dans le commerce de l'arachide. En 1925, elle en a exporté 547 235 tonnes et 310 en 634 597 tonnes (A. Chevalier, 1936, pp. 673-837).

En effet, il y a lieu de dire que la question de formation professionnelle des moniteurs africains dans les colonies de l'AOF a été un échec. Les raisons de cet échec se situeraient à l'usage en milieu rural ouest africain des procédés fondamentaux de l'agriculture intensive moderne étrangère au sol africain. Autrement dit, ce sont les outils traditionnels dites rudimentaires (houe, daba) qui s'adaptent bel et bien aux sols ouest africains. En conséquence l'emploi des techniques modernes contribue certes au décollage de la production agricole, mais pendant une période limitée une exigence de

¹⁷Le centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes, 1985, op.cit., p. 122

¹⁸ Bougouma Georges, commerçant, entretien réalisé le 15/08/2022 à Ouagadougou

veiller à la protection des sols en prenant certaines mesures. Prenons l'exemple de la charrue, elle permet d'augmenter la superficie cultivable. On obtient donc, certes, pendant quelques années des récoltes plus abondantes. Mais, elle entraîne en même temps la dégradation rapide des sols, si l'on ne pratique pas la jachère, l'assolement ou si l'on utilise pas l'engrais¹⁹.

Dès lors, un changement brusque et radical de l'économie rurale s'engage en raison de la nouvelle vision de l'empire colonial. Celle-ci se traduit par l'instauration de nouveaux procédés de production. Cependant, ce changement s'opposait à l'intérêt des populations africaines car l'économie dite marchande qui était marginalisée par les communautés prend le dessus dans les mécanismes de production (C. Coquery-Vidrovitch, et al., 1984, p.191). C'est au regard de ce mécanisme que J. Suret Canal (1977, p. 93) constate :

« Bien que l'économie marchande fût imposée par l'administration coloniale en cette fin du XIX^e siècle, les structures économiques et sociales basées sur la production agricole dont la principale caractéristique demeure l'autoconsommation n'a été qu'affectée de façon partielle ».

Ces déclarations de J. Suret Canal témoignent une résistance des Africains dans l'imposition de l'économie de marché. Mais cette résistance n'est que très partielle.

Conclusion

En somme, il convient de comprendre que tous les facteurs et les politiques énumérés ci-haut aboutissaient à la conclusion de la recherche des moyens et des méthodes pour l'exploitation coloniale. Il résulte que l'administration coloniale avait privilégiée l'amélioration et l'essor de la production des matières premières utiles à l'industrie française. L'introduction et l'usage des outils agricoles modernes ainsi que la fondation de divers établissements agricoles à travers les différentes colonies ont permis le développement des cultures commerciales au détriment des cultures vivrières. Cette politique agricole a eu pour conséquence la régression des cultures d'autosubsistance. Elle favorise la dépendance des populations vis-à-vis des produits commerciaux et de céréales importées.

Avec la mainmise de l'autorité coloniale, le développement des cultures de rente en AOF n'a été que l'œuvre des Européens. Dans la plupart des colonies, les populations se sont très tôt retournées à la vieille culture vivrière après l'indépendance. Par endroit, ces cultures sont associées et pratiquées comme un travail d'appoint par les paysans. En Guinée par exemple, elles ne furent pas popularisées comme dans la colonie voisine de Côte d'Ivoire où l'économie de plantation est encore dominante après le départ des colons.

¹⁹ Kabore Moussa, enseignant, entretien réalisé le 27/08/2022 à Ouagadougou

Les sources et les références bibliographiques

➤ Les sources orales

| Nom | Prénoms | Profession ou statut | Date de naissance | Lieu de l'entretien | Date de l'entretien |
|-----------|-----------------|-------------------------------|-------------------|-------------------------------|---------------------|
| Bougouma | Georges | Commerçant | 1971 | Ouagadougou (Burkina Faso) | 15/08/2022 |
| Dore | Matho Hokoronan | Agent agronome à la retraite | 1935 | Lola (Guinée) | 3/5/2022 |
| Gbouohara | Toukpanèa | Infirmière | 1948 | Kindia (Guinée) | 10/7/2022 |
| Kabore | Moussa | Enseignant | 1969 | Ouagadougou (Burkina Faso) | 27/08/2022 |
| Löramou | Lälä | Ancien combattant | 1937 | Lola (Guinée) | 3/5/2022 |
| Millimono | Jöel Maxime | Chercheur | 1950 | Kindia (Guinée) | 15/6/2022 |
| Ouedraogo | Vincent De Paul | Enseignant | 1980 | Ouagadougou (Burkina Faso) | 12/07/2022 |
| SawadogO | Isaac | Agent technique d'agriculture | - | Ouagadougou (Burkina Faso) | 13/07/2022 |
| Yougbare | Ali | Agriculteur | 1966 | Bobo-Dioulasso (Burkina Faso) | 07/06/2022 |

• Références bibliographiques

➤ Ouvrages généraux

- Blet Henri, 1950, *France d'Outre-mer : L'œuvre coloniale de la troisième république*, Paris, B. Arthaud, 328 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine, Al, 1984, *L'Afrique noire de 1800 à nos jours*, Paris, Puf, 483 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine 1985, *Histoire démographique, concept d'ethnie : Recherche diverse*, Paris, l'Harmattan, 208 p.
- Coquery-Vidrovitch Catherine, 1985, *L'Afrique noire : Permanence et rupture*, Paris, Payot, 446 p.
- Diagne Pathé, 1972, *Pour l'Unité Ouest Africain : Micro-Etats et intégration économique*, Paris, Anthropos, 370 p.
- Oliversi Antoine et al., 1970, *La France de 1948 à 1941*, Paris, Fernand Nathan, 444 p.
- Suret-Canal Jean, 1977, *Afrique noire de la colonisation aux indépendances : 1945-1960*, Paris, Editions Sociales, 187 p.

➤ Articles à caractères scientifiques

- Ade Ajayi Jean François, 1996, « L'Afrique au début du XIX^e siècle : Problèmes et perspectives ». In : *Histoire Générale de l'Afrique, Vol. VI : L'Afrique au XIX^e siècle jusque vers les années 1880*, Paris, UNESCO, pp.23-45
- Kake Ibrahim, 1977, « L'Afrique coloniale du congrès de Berlin aux indépendances ». In : *Institut Africain de recherches historiques et politiques, N°1*, Paris, pp.57-65
- Lartilleux Henri, 1950, « Géographie des chemins de fer français », T. I, Vol. IV. In : *La France lointaine*, Paris, Chaix, 232 p.

Wallerstein Emmanuel, 1996, « L'Afrique et l'économie-monde ». In : *Histoire Générale de l'Afrique, Vol. IV : L'Afrique au XIX^e siècle jusque vers les années 1880*, Paris, UNESCO, pp. 47-65

➤ **Thèses**

Dao Zara. 2016, *la gestion et la prévention des crises alimentaires au Burkina Faso (ex-Haute-Volta) : approche institutionnelle (1919-2008)*, Thèse de doctorat unique, Histoire, Université Ouaga I, Professeur Joseph KI-ZERBO, 479 p.

Nana Mathias, 1984, *Héritage colonial et développement : Rôle socioéconomique du chemin de fer dans le développement de la Haute-Volta (Actuelle Burkina Faso)*, Thèse doctorat de 3^e cycle, Histoire, Université de Toulouse II, 308 p.

➤ **Mémoires**

Bangoura Sana, 1992, *Les contradictions entre puissances impérialistes dans les côtes guinéennes pendant la conquête coloniale*, Mémoire de fin d'Etude supérieur (DES), Histoire, Université Gamal Abdel Nasser de Conakry, 52 p.

Barro Pauline Olga, 1988, *La quinzaine coloniale et la colonisation agricole et industrielle en Afrique occidentale française (1900 à 1914)*, Mémoire de Maîtrise, Histoire, Université de Ouagadougou, 104 p.

Yameago Edouard, 1990, *La politique coloniale française et le développement des cultures d'exportation dans le cercle de Koudougou (1924-1947)*, Mémoire de maîtrise, Histoire, Université de Ouagadougou, 104 p.

➤ **Sources Web**

Arditi Claude, 2011, « Les politiques de développement rural et l'anthropologie en Afrique Subsaharienne ». In : https://doi.org/10.4000/etudes_africaines. Consulté le 1^{er} mars 2022

Aron Raymond, 1959, « Les conséquences économiques de l'évolution politique ». In : *Revue française de science politique* : <https://www.persee.fr/doc/rfsp> consulté le 3 janvier 2022

De Bruchard Marie, 2020, « La guerre franco-allemande de 1871-1872 : conséquence de la chute du second empire et fin de la guerre » In : <https://www.napoleon.org>, consulté le 19 mars 2022